

# REGLEMENT DE L'APPEL A PROJET CITOYEN

## Préambule

L'appel à projet citoyen est un outil qui renforce le lien entre démocratie représentative et participative et qui s'inscrit ainsi pleinement dans la démarche RSO (Responsabilité Sociétale des Organisations) de la municipalité. Il permet aux habitants de soumettre et suivre la réalisation de projets utiles à tous, qui seront financés sur le budget de la Commune dans la limite d'une enveloppe financière dédiée.

## Article 1 : Les projets

L'appel à projet citoyen est un dispositif financé par la Commune des Arcs. Il permet aux porteurs de présenter des projets citoyens qui s'inscrivent dans la politique globale de la municipalité et doivent répondre à l'intérêt général (c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas bénéficier seulement aux porteurs). Ces projets doivent être réalisés sur le territoire de la commune et favoriser principalement le développement des solidarités, la transition écologique et la qualité de vie.

Pour motiver sa demande, le porteur doit remplir la « fiche projet » disponible sur le site internet de la ville, à l'accueil de la mairie ou du service RSO.

## Article 2 : Les porteurs

Le porteur de projet doit être âgé de 18 ans ou plus lorsqu'il dépose son projet. Il doit également habiter aux Arcs.

Les collectifs d'habitants et conseils de quartier peuvent également solliciter le dispositif, dans le respect du règlement et notamment de l'article 1.

Dans tous les cas, il ne peut être déposé un projet déjà financé par la ville.

La liste des justificatifs d'identité à joindre obligatoirement sont détaillés dans la « fiche projet ».

## Article 3 : Les fonds dédiés aux projets

L'enveloppe annuelle maximale dédiée à l'Appel à Projet Citoyen est fixée annuellement par le Conseil Municipal. L'opération est programmée pour une durée de 3 ans, de 2023 à 2025.

Le montant maximum perçu pour un projet est de 3 000€.

L'utilisation de supports de communication ou de matériels fournis par la ville pourra être comptée dans le montant total du financement perçu.

Les devis sont demandés au nom de la commune et validés par la commission d'attribution (voir article 4). Les porteurs de projets pourront se voir remettre une lettre de mission afin de justifier la demande des devis au nom de la commune auprès des commerçants et artisans par exemple.

Les travaux ne pourront commencer sans l'accord de la commission d'attribution (voir article 4). Cette dernière est la seule pouvant lancer l'émission des bons de commande liés au projet.

## Article 4 : Commission d'attribution

La commission d'attribution est le seul organe compétent pour valider les fonds disponibles et alloués aux projets. Il est composé du maire, du premier adjoint et d'élus désignés par le maire.

En fonction de la thématique traitée par les projets, la commission d'attribution peut accueillir d'autres élus et peut s'adjoindre l'expertise de tous autres services.

La commission se réunit tant que nécessaire. Elle valide les projets sur le fond et la forme ainsi que leurs financements dans la limite de l'enveloppe budgétaire disponible. Ainsi, la commission peut décider de financer l'ensemble des projets présentés lors d'une séance, comme il peut également n'en financer aucun.

La commission d'attribution statue uniquement sur les projets à venir. Aucun financement *a posteriori* n'est autorisé. Elle se réserve cependant le droit de statuer sur une action en cours.

Lors d'une séance, la commission peut attribuer une partie ou la totalité des 9 000 € disponibles pour l'année.

Si l'enveloppe s'avère insuffisante, l'attribution d'une enveloppe supplémentaire pourra éventuellement être examinée.

## Article 5 : Bilan des projets et contrôles

Un bilan écrit est obligatoirement demandé aux porteurs, à partir de la « Fiche bilan » remise avec la « Fiche projet » à l'accueil de la Mairie, au service RSO de la Mairie et disponible également sur le site web de la ville ([www.mairie-les-arcs-sur-argens.fr](http://www.mairie-les-arcs-sur-argens.fr)).

Les projets font l'objet d'une valorisation, notamment par un témoignage du porteur dans les supports de communication de la mairie (revue, site web, réseaux sociaux...).

## Article 6 : Confidentialité

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à des fins statistiques. Les destinataires des données sont les agents de la commune des Arcs sur Argens en charge de l'exploitation de ces données. Aucune information ne sera communiquée à des tiers ni utilisée à des fins personnelles.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en adressant votre demande en mairie, Place Général de Gaulle – 83460 Les Arcs sur Argens.

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur notre site web : <https://www.mairie-les-arcs-sur-argens.fr/mentions-legales/>

En acceptant de déposer un dossier, le porteur s'engage à se tenir à disposition de la mairie pour un entretien relatif au projet, comme indiqué dans l'article 5.

**Date et signature du porteur, précédées de la mention « Lu et approuvé » :**